



Les Européens sont-ils encore les héritiers de l'Europe ?

Alain Finkielkraut

► To cite this version:

Alain Finkielkraut. Les Européens sont-ils encore les héritiers de l'Europe ?: Cahiers du CEFRES N° 14f. Regards communs sur l'Europe. Cahiers du CEFRES, 1998, Regards communs sur l'Europe, 14f., pp.5. halshs-01164746

HAL Id: halshs-01164746

<https://shs.hal.science/halshs-01164746>

Submitted on 17 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 14f, Regards communs sur l'Europe
Jacques Rupnik (Ed.)

Alain FINKIELKRAUT

Les Européens sont-ils encore les héritiers de l'Europe ?

Référence électronique / electronic reference :

Jacques Rupnik, « Les Européens sont-ils encore les héritiers de l'Europe ? », Cahiers du CEFRES. N° 14f, Regards communs sur l'Euope (ed. Jacques Rupnik).

Mis en ligne en janvier 2012 / published on : january 2012

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c14f/finkielkraut_1998_europeens_heritiers_europe.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Les Européens sont-ils encore les héritiers de l'Europe ?

Alain Finkielkraut

Je commencerai par une précaution. Je ne suis pas politologue, je ne suis pas économiste, je n'ai pas plus d'expertise en matière de relations internationales qu'en matière de politique monétaire. J'ai un peu lu Keynes et Schumpeter, mais ma réflexion se nourrit plus volontiers de philosophie ou de romans. Ce n'est ni une infériorité ni une supériorité; nous pouvons tous nous mettre d'accord sur cet axiome des Lumières, cet axiome encyclopédique: "Aucune ignorance n'est utile". Je dirai simplement que c'est un décalage. Et plutôt que de masquer ce décalage par une pseudo-compétence de fortune, je voudrais l'assumer en commençant cet exposé, qui ne sera pas conclusif, puisque je n'ai assisté qu'à une partie de ce colloque, mais interrogatif et interrogateur, par ces mots: j'ai découvert l'Europe en Europe centrale.

Je suis en effet beaucoup allé à Prague dans les années quatre-vingt, jusqu'en 1989. Plusieurs fois, ainsi qu'à Budapest. Après 1989, je suis allé plusieurs fois également à Cracovie et, pour des raisons qu'il n'est nul besoin de souligner, très fréquemment à Ljubljana, à Zagreb et à Dubrovnik. Chaque fois que je vais dans ces lieux, je n'ai pas le sentiment d'aller dans l'autre Europe, ni même dans l'autre moitié négligée de l'Europe. J'ai le sentiment d'aller en Europe. Pourquoi ce détour par Prague, par Cracovie, par Budapest, par Dubrovnik? Pour prendre conscience de l'Europe? Si c'était pour des raisons purement personnelles, je ne vous aurais pas encombrés de cette confidence inaugurale. Je crois que j'ai eu besoin de ce détour parce que je suis un intellectuel français. Intellectuel, d'abord. Les intellectuels sont, pourrait-on dire, assez claustrophobes, ils n'aiment pas respirer à l'étroit, et le monde est l'espace de leur intervention depuis que, précisément, selon la prédiction de Nietzsche, le monde est l'enjeu d'une compétition entre systèmes philosophiques. Dans ce champ d'opération grandiose qu'est le monde, l'Europe fut longtemps un mauvais objet, pour devenir ensuite une sorte de non-objet. Mauvais objet dans l'époque dominée par la pensée marxiste, puisque le concept d'impérialisme y jouait un rôle central, et l'on voyait l'Europe comme une puissance impérialiste à l'égal ou à côté des Etats-Unis. C'étaient les effets de la colonisation et des luttes pour l'indépendance. L'Europe était alors un mauvais objet, ce contre quoi il fallait se dresser pour participer efficacement et justement à l'histoire du monde. Cette vision a cessé d'être dominante en Europe occidentale dans les années soixante-dix. C'est ainsi qu'au paradigme communisme/capitalisme succéda un autre paradigme, totalitarisme/démocratie. C'est la raison pour laquelle je pense que l'on peut parler de non-objet. A ce moment-là, il s'agissait en effet de défendre la démocratie contre le totalitarisme. Mais pas l'Europe, pas l'Europe en tant que telle. La démocratie, ses valeurs, ses procédures, etc.

La première raison qui fait que c'est à Prague que j'ai découvert l'Europe est donc que j'étais un intellectuel; j'ajoute: un intellectuel français. En effet, c'est une sorte de handicap, pour être européen, pour se sentir européen, que d'être français. Louis Dumont, le célèbre anthropologue, dans une étude comparative de l'Allemagne et de la France, dit ceci, qui est très simple et très juste à la fois: "Les Allemands se sentent d'abord allemands et ensuite hommes, les Français se sentent d'abord hommes et ensuite français." Je pense que c'est une remarque extrêmement profonde, car elle explique le grand paradoxe français; l'idée de nation fut affirmée, avec quelle force, au moment de la Révolution française: "Vive la nation!" Donc, les Français se sentent un peu les pères de l'idée nationale, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En même temps, dans ce "Vive la nation!", il y avait autre chose; il y avait, d'une part, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais aussi le fait, d'autre part, que les appartenances, quelles qu'elles soient, furent en quelque sorte reléguées au second plan. Il ne s'agissait pas de nation en tant que mémoire, entité, identité, il s'agissait des hommes réunis qui combattaient simultanément le statut de sujets que leur faisait l'autorité et le pouvoir qu'avait l'histoire sur leur propre raison. Ils combattaient le passé au nom de la raison, et c'est au nom de la raison aussi

qu'ils combattaient l'autorité, toute autorité transcendante. Ce qui effectivement crée une sorte d'ambiguïté que l'on voit très bien chez un grand penseur politique qui n'est pas connu en tant que tel puisqu'il s'agit de Victor Hugo.

Victor Hugo fut à peu près tout en France au XIX^e siècle, il fut aussi un penseur politique qui défendit avec ardeur le droit des peuples, la Pologne, la Serbie également; il a écrit de beaux textes sur la Serbie au moment de sa lutte pour l'indépendance. Pourtant, Victor Hugo voyait le moment où les nations s'aboliraient, sous la conduite de la nation française. Au fond, il était fasciné par le progrès. Ce n'était pas encore Internet, mais c'était déjà le rapetissement de la terre par le chemin de fer et le fil électrique. Il voyait l'unité se former. Il faut donc, disait-il, la cité dont tout le monde est citoyen, il faut une demeure à la démocratie; cette demeure, cette cité, c'est Paris. Pourquoi? Là se développe une vision dont je voudrais vous lire quelques extraits, car je trouve qu'elle est très révélatrice d'une mentalité française toujours présente: "Phénomène magnifique, cordial et formidable", dit Victor Hugo, "que cette volatilisation d'un peuple qui s'évapore en fraternité. Il s'agit pour la France de disparaître en tant que France pour incarner le monde. Ô France, adieu, tu es trop grande pour n'être qu'une patrie. Tu es si grande que voilà que tu ne vas plus être. Tu ne seras plus France, tu seras humanité. Tu ne seras plus nation, tu seras ubiquité." Et cette phrase, admirable: "Adieu, Peuple - peuple comme entité particulière -, salut, Homme!" Le passage du peuple à l'homme, c'est la vocation de la France que précisément de l'accomplir pour tous les hommes. C'est la nation qui annonce la disparition des nations dans l'unité du genre humain.

Si j'ai cité Victor Hugo, c'est précisément parce que je crois que ce lyrisme, cette démesure sont toujours présents en France. On vient de vivre un moment politique très agité, en France, avec les lois sur l'immigration. Le gouvernement a voulu durcir la répression de l'immigration clandestine et son projet de loi a suscité un vent de révolte dans le monde artistique et intellectuel. Certaines des objections faites au projet de loi étaient absolument justifiées, mais ce qui est intéressant, c'est la philosophie générale qui sous-tendait ces objections. Cette philosophie disait, explicitement: nous n'avons pas besoin de loi sur les étrangers, nous n'avons pas besoin de fermer les frontières; il faut ouvrir les frontières, la France se réalise ainsi. C'est-à-dire que la vocation de la France est d'être la patrie des droits de l'homme, autrement dit de ne pas faire de différence entre les Français et les autres hommes. Ce sera la première nation à dire qu'il n'y a plus de nations, puisqu'il n'y a plus de différence entre autochtones et étrangers. Il y avait une espèce de lyrisme hugolien dans la démarche des opposants à la loi Debré. Vous voyez donc pourquoi il est difficile de se sentir européen quand on est français; curieusement et paradoxalement, c'est être plus qu'européen qu'être français, puisque c'est être l'Homme même.

A ces deux handicaps pour reconnaître l'Europe s'ajoute aussi un traumatisme historique dont Czeslaw Milosz, le poète et essayiste polonais, a admirablement parlé dans "Une autre Europe", dans le chapitre consacré aux rapports entre les Polonais et les Russes. Il évoque Joseph Conrad, qui parle de l'incompatibilité de tempérament des Polonais et des Russes, phrase que Milosz reprend à son compte en essayant de s'expliquer sur cette différence. Il sait qu'il avance sur un terrain miné. Il explique pourquoi le XX^e siècle, "pris de panique devant les sottises des nationalistes et des racistes, s'efforce de combler les abîmes du temps avec des statistiques de production et quelques noms de systèmes politico-économiques. Il renonce à étudier davantage la trame mystérieuse du devenir." Voilà en effet notre héritage. Nous avons une sainte horreur de la pensée essentialiste. Comment parler en termes de civilisations au pluriel? Ne va-t-on pas figer les hommes dans des ensembles et diviser à nouveau l'humanité? Qu'il y ait des civilisations, voilà ce qu'on ne veut pas voir, et voilà peut-être ce que l'analyse des systèmes économiques et l'analyse en termes purement politiques nous aident à recouvrir. Milosz dit que cette panique est compréhensible, que la pensée essentialiste est dangereuse, mais il n'empêche qu'il faut peut-être étudier davantage la trame mystérieuse du devenir. Cette étude, je l'ai vue à l'œuvre chez Milosz, dans l'article de Kundera, si étonnant, si dérangeant pour nous autres, Français; un *Occident kidnappé, la tragédie de l'Europe centrale*. Une tragédie que Kundera analyse certes en termes politiques, mais aussi en termes de civilisation. Toute cette étude, j'ai appris à la mener sous l'égide de ces penseurs. C'est également sous leur égide que je suis allé en Europe centrale, et c'est là en effet que j'ai rencontré l'Europe. L'Europe comme idée, bien sûr, mais l'Europe aussi comme territoire, comme idée incarnée, comme génie du lieu. Il y a un *genius loci* de l'Europe auquel on est sensible dans l'Europe baroque de Prague ou de Cracovie. C'est là que l'Europe s'est affirmée pour moi: face à mes préjugées, à cette couche de préjugés d'intellectuel français, pris de panique devant les sottises des nationalistes et des racistes, elle s'est affirmée pour moi comme une pré-

sence, comme une réalité tout à la fois tangible et précaire. Subitement, j'ai vu et ressenti que l'Europe était un héritage, un héritage fragile et précieux, d'autant plus précieux qu'il était menacé.

C'est à cette époque que j'ai créé "le Messager européen". L'un des premiers textes que j'y ai publiés est un petit feuilleton extraordinaire de Ludvík Vaculík intitulé "Mon Europe". Vaculík rêve de l'Europe en ces termes: "Moi, je rêve de l'Europe depuis que je suis enfant; je n'ai pas beaucoup voyagé, j'ai donc rêvé devant des cartes. Qu'ai-je vu dans ces cartes de géographie? J'ai vu une complexité incroyable, des frontières tout le temps. Pour résumer, j'ai vu le maximum de diversité dans le minimum d'espace. A côté, qu'ai-je vu? De vastes espaces"; puis l'Europe, là, coincée entre ce que Kundera, traduisant Vaculík, appelle les "vastes espaceux". Vaculík, donc, pense l'Europe comme héritage, et en même temps il pense immédiatement la menace que la non-Europe fait peser sur l'Europe. De l'Europe, il y a la non-Europe, et l'Europe est toujours menacée par ce qui n'est pas l'Europe, par la non-Europe. C'est là, je crois, que se situe l'ultime malentendu entre les Européens de l'Ouest et les habitants de l'Europe centrale. Ce malentendu se noue, se cristallise autour de la frontière. Pour les Européens des marches de l'Europe, la question de la frontière est absolument essentielle, à cause de cette menace, de ce contact avec la non-Europe. Tandis que j'ai retrouvé chez Victor Hugo l'image que l'on se fait traditionnellement, en France, de la frontière. Victor Hugo est admirable, parce qu'il est très actuel et en dit long: "Qui a intérêt aux frontières?", demande Victor Hugo. "Les rois, diviser pour régner. Une frontière implique une guérison, une guérison implique un soldat. 'On ne passe pas': mot de tous les priviléges, de toutes les prohibitions, de toutes les censures, de toutes les tyrannies. De cette frontière, de cette guérison, de ce soldat sort toute la calamité humaine."

Nous avons donc, d'un côté, une réflexion sur la limite entre l'Europe et la non-Europe, la nécessité, peut-être, pour l'Europe de se protéger de la non-Europe et, de l'autre, l'idée que le mouvement de l'humanité consiste à abolir, à transgresser, à faire disparaître ces vilaines rides sur le visage de l'humanité que sont les frontières. Ce malentendu a eu des effets dans le réel, des effets tragiques. Si la plupart des Français furent dans un premier temps hostiles à tous les protagonistes dans la guerre de Yougoslavie, mais surtout à ceux qui affirmaient leurs velléités d'indépendance, c'est précisément parce qu'ils voulaient dresser des frontières. Avant que l'on ne se pose quelque question que ce soit sur les droits des uns ou les problèmes des minorités, il y eut comme une espèce d'horreur devant cet archaïsme qu'était l'érection, l'irruption, l'apparition de frontières dans une Europe vouée aujourd'hui à les abolir. Personnellement, je me suis senti autrement préparé à ce conflit par mes voyages en Europe centrale, par la lecture des auteurs dont je vous parle, tant Vaculík que Kundera ou Milosz. Kundera a publié, dans "le Messager européen", une petite préface à une réflexion sur la Slovénie de l'écrivain slovène Drago Janěar. Dans cette préface, Kundera disait ceci: la Yougoslavie est un pays étrange (c'était en 1989), puisque c'est le seul pays occidental-oriental de l'Europe, c'est le seul pays cyrillique latin. Cette expérience devrait intéresser tout le monde. Est-ce fait pour fonctionner ou n'est-ce pas fait pour fonctionner? Quoi qu'il en soit, c'est une drôle d'expérience. Puis Kundera, dans le texte sur *l'Occident kidnappé*, s'interroge sur les petites nations, dont il ne donne pas une définition géographique. Il ne dit pas "small is beautiful". Les petites nations ne sont pas des nations étriquées. Elles font cette expérience que ne font pas les grandes, qui est celle de leur anéantissement possible. Ce sont des nations dont l'existence est toujours en question.

Muni de cette réflexion sur les civilisations et de cette définition des petites nations, j'ai approché autrement le conflit dans l'ex-Yougoslavie. Cela étant, au cours des quatre ou cinq années que j'ai passées à m'engager et à réfléchir au destin de l'Europe en ex-Yougoslavie, à son destin culturel, à son destin politique, j'ai appris aussi à me méfier d'une conception trop positive ou trop romantique des petites nations. J'ai appris à équilibrer la définition de Kundera par une autre réflexion venue d'Europe centrale, celle du grand historien et philosophe hongrois Istvan Bibo. Il a écrit un article qui fut découvert en France dans les années quatre-vingt sur les petites nations d'Europe de ce qu'il appelle alors de l'Est, "Misères des petits Etats d'Europe de l'Est". Il s'interroge sur le destin politique de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Ils s'interrogent sur leurs responsabilités dans les tragédies que ces Etats ont eu à subir. Ce qui est très intéressant dans la réflexion de Bibo est ceci: "Ces pays-là, évidemment, étaient moins avantageux que les grandes nations, parce que celles-ci, quand elles se sont constituées en tant que nations démocratiques, disposaient déjà d'un territoire. Elles n'ont eu de fait qu'à l'accaparer, qu'à s'en emparer. Pour les nations d'Europe de l'Est, tel ne fut pas le cas. Il leur fallut d'abord se constituer une identité pour justifier un Etat. Le cadre national devait être créé, établi, obtenu de haute lutte. Par conséquent, il fallait le préserver jalousement contre les

visées des Etats dynastiques, mais aussi contre l'indifférence d'une partie de la population et contre les éclipses de la conscience nationale." Cela est le premier problème.

Le deuxième problème est représenté par tous les traumatismes, toutes les tragédies de ces peuples qui ont effectivement connu l'expérience de l'anéantissement. D'où une double conséquence analysée par Milosz. La première conséquence est la peur. Une peur obsessionnelle, une peur qui évidemment peut tourner au sentiment démocratique. Bibo a cette phrase très belle: "Etre démocrate, c'est être délivré de la peur." On ne profite pas des biens de la démocratie dans un climat de peur convulsive qui vous fait admettre que les progrès de la liberté compromettent la cause de la nation. Un divorce se fait, au nom de la peur, entre la cause de la communauté et la cause de la liberté. La liberté des individus divise la société, il faut la laisser indivise pour la préserver de ses ennemis extérieurs. C'est un blocage démocratique.

Le second blocage dont parle Bibo, et qui peut avoir, je crois, un retentissement actuel, est la tendance de ces peuples à se considérer exclusivement comme des créanciers. Ils ont eu tant à souffrir qu'ils ne connaissent que leurs griefs. Au fond, ils ont des droits sur le monde, mais pas de devoirs envers lui. Ce sont les deux inquiétudes de Bibo: l'âme tourmentée par la peur, déformée par les grands traumatismes de l'histoire et par les griefs qui s'ensuivent, se nourrit non de ses propres ressources intérieures, mais des exigences qu'elle formule à l'égard de la vie, de l'histoire; bref, à l'égard des autres. C'est un rapport purement revendicatif au monde. Voilà ce que j'ai appris aussi en connaissant mieux l'Europe centrale et en m'intéressant d'autant près au conflit dans l'ex-Yougoslavie.

Maintenant, je souhaite poser la question par laquelle je voudrais conclure mon exposé. Je sens qu'aujourd'hui tout le monde est polarisé sur l'avenir européen. D'une certaine manière, seul l'avenir est à l'ordre du jour: l'élargissement, quand, à quelles conditions; l'Union, quand, etc. La question que je me pose, dans la mesure où, précisément, j'ai découvert en Europe centrale l'Europe comme un héritage, et comme un héritage fragile, est: les Européens sont-ils encore héritiers de l'Europe? Y a-t-il encore des héritiers de l'Europe en Europe? Quelle part la construction européenne, à laquelle nous sommes tous attachés, vers laquelle convergent tous nos regards, toute notre attention, toute notre réflexion, accorde-t-elle à l'Europe comme héritage ou tout simplement à l'art d'hériter? J'ai bien sûr été extrêmement sensible au petit exemple, donné par Jean-Claude Casanova, des billets de banque. C'est en effet un exemple inouï: parce qu'on ne peut choisir ni des individus singuliers, de peur de blesser les uns ou les autres, ni même des paysages, on fait des images de synthèse. Peut-être ne faut-il pas donner trop vite statut à cette anecdote; cela étant, c'est là que réside mon inquiétude: sommes-nous condamnés, pour faire l'Europe, à l'oubli de l'Europe, qui peut prendre la forme d'une survie grotesque comme image de synthèse?